



Association internationale pour
la défense de la liberté religieuse
Conscience et Liberté

Les droits de l'homme et la liberté religieuse
dans le monde

HISTOIRE DE LA LIBERTÉ & RESPECT DE LA DIFFÉRENCE

TOME II

Berne, Suisse

Association internationale pour la défense de la liberté religieuse

Conscience et Liberté

Édition spéciale

Deuxième partie

**LES DROITS DE L'HOMME ET LA
LIBERTÉ RELIGIEUSE DANS LE MONDE**

HISTOIRE DE LA LIBERTÉ & RESPECT DE LA DIFFÉRENCE

Berne, Suisse

À la lumière de l'Édit de Milan (313-2013). Liberté religieuse et minorités dans le monde : entre équilibre et défis

José-Miguel Serrano Ruiz-Calderón⁴

L'Institut des droits de l'homme de la faculté de droit de l'université Complutense de Madrid a eu l'honneur d'organiser, en collaboration avec l'Association internationale pour la défense de la liberté religieuse, la commémoration la plus prestigieuse ayant eu lieu en Espagne à l'occasion du 1700^e anniversaire de la promulgation de l'Édit de Milan.



Conférence internationale sur la liberté religieuse à la Faculté de droit de l'université Complutense de Madrid (UCM) organisée par l'AIDLR, le 17 janvier 2014. De droite à gauche : Jose-Miguel Serrano Ruiz-Calderón – professeur à l'UCM, Raoul Canosa Usera – doyen de la Faculté de droit, Liviu Olteanu – secrétaire général de l'AIDLR.

4 Professeur de philosophie du droit à l'université de Complutense de Madrid.

Selon moi, trois facteurs fondamentaux expliquaient l'importance de cet événement.

Le premier était, lorsque M. Liviu Olteanu m'a proposé de codiriger cette rencontre, de m'efforcer à réaliser une commémoration en prise directe avec l'actualité et centrée sur les défis que rencontre la liberté religieuse à notre époque.

Le second était d'avoir été introduit à la Faculté des droits de l'homme par son doyen Raúl Canosa, à l'Institut des droits de l'homme par Fernando Falcón, et au Département de philosophie du droit de l'université Complutense par son directeur José Iturmendi Morales. Tous ont contribué à atteindre le niveau académique que nous souhaitions pour cette commémoration. Dans le même esprit, nous ne pouvons oublier l'aide apportée par le Département de droit international public et privé de l'université Complutense, pas plus que la



Conférence internationale de Madrid. De gauche à droite : Ganoune Diop – directeur associé de l'IRLA chargé des relations avec les UN, John Graz – secrétaire général de l'IRLA, Mme Zoila Cobalia – professeur d'université, Mme Fatos Araci – CEDH, José Iturmendi Morales – doyen honoraire de la Faculté de droit à l'UCM et modérateur de l'atelier, les professeurs Jose-Miguel Serrano, Ruiz-Calderón, Harri Kuhlampi, Heiner Bielefeldt, Joaquín Mantecon, et l'avocat Liviu Olteanu.

participation active et enthousiaste des élèves de l'Institut – filière Théorie du droit, combinant Droit et ADE (Administración y Dirección de Empresas), de la Faculté et de l'Institut d'études boursières.

Le troisième facteur qui a permis de donner un éclat particulier à l'évènement était l'implication du ministère de la Justice du royaume d'Espagne et des diverses entités institutionnelles de l'Organisation des Nations Unies. Deux personnalités d'entre ces dernières méritent d'être particulièrement mentionnées : Heiner Beilefeldt, rapporteur spécial des Nations Unies pour la liberté religieuse, et Rita Izsak, experte indépendante des Nations Unies pour les minorités.

Actualité, niveau académique et implication institutionnelle étaient donc les facteurs qui ont contribué au bon déroulement de cette journée ; le programme se déclinait en quatre panels autour de sujets très actuels : le pre-



Conférence internationale de Madrid, le 17 janvier 2014. De droite à gauche : le professeur Heiner Bielefeldt – rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de religion et de croyance, Bruno Vertallier – président de l'AIDLR, le professeur Alberto de la Hera – ancien directeur général des Affaires religieuses au ministère de la Justice en Espagne.

mier portait sur « Les défis qui touchent les minorités dans leur ensemble » ; le deuxième traitait le thème « Liberté religieuse et minorités religieuses au niveau régional, projets et réalités » ; le troisième sujet était « Par-delà la liberté de religion et de croyance : les garanties pour les droits des minorités religieuses » ; et le quatrième « Modèles face aux tendances se rapportant à la liberté religieuse et aux minorités religieuses. Protection des minorités religieuses et prévention contre la discrimination des minorités religieuses ».

Il était judicieux de centrer les débats sur les minorités religieuses dans la mesure où, d'une certaine manière et à l'exception de quelques États peu engagés dans la modernité, nous pouvons tous, jusqu'à un certain point, nous considérer comme membres d'une minorité religieuse. Il ne s'agit pas seulement de cette réalité évidente selon laquelle les uns se trouvent majoritaires en certains endroits et minoritaires en d'autres endroits, quoique quelques-uns se



Vue d'ensemble de la Conférence internationale de Madrid, janvier 2014.

trouvent toujours en minorité. Mais il s'agit surtout de cette situation, moins évidente, qui fait que, face au courant de pensée dominant (*mainstream*), le religieux, ou chaque religion ou, si l'on préfère, chaque homme, chaque femme ayant des convictions religieuses se trouve toujours dans une position minoritaire.

D'une certaine manière, et dans la perspective actuelle, la liberté religieuse peut être envisagée sous différents angles. D'un point de vue scientifique, minoritaire dans la sphère populaire, mais très influent sur le public, la religion est un reliquat atavique, tout juste tolérable en tant qu'attitude folklorique et expulsable de toute vie sociale véritablement significative. Selon un autre, la religion est une attitude ou un système de croyances présentant un énorme risque lorsqu'il a une projection publique ; pour cette raison, l'action sociale doit être essentiellement orientée vers sa limitation, même si, contrairement à la première



Conférence internationale de Madrid. De droite à gauche : le professeur Heiner Bielefeldt, Juan Antonio Martínez Muñoz – professeur à l'UMC, le professeur Alexey Kosheyakov, Ricardo Garcia – sous-procureur chargé des droits de l'homme au ministère de la Justice d'Espagne, Rita Izsák – rapporteure spéciale des Nations Unies sur les questions de minorités, Jaime Rossel Granados – doyen de l'université Extramadura d'Espagne.

attitude, cette dernière n'exclut pas un rôle religieux dans la construction d'une conscience privée appréciable. Il y a aussi le point de vue de ceux qui considèrent la liberté religieuse comme un moindre mal, position ainsi basée sur une évaluation positive de la religion. Ils considèrent la religion de l'autre comme une erreur tolérable uniquement dans la mesure où, par expérience, on constate que son éradication ne fait que provoquer de plus grandes complications.

L' Association internationale pour la défense de la liberté religieuse a toujours montré une attitude différente de celles que nous venons de décrire. C'est la valeur de la religion dans la construction **identitaire** tant personnelle que sociale qui exige précisément sa liberté, vertu humaine par excellence, ancrée dans la dignité. C'est pourquoi les sociétés se mesurent à l'aune de leur attitude vis-à-vis de la religion, ce qui implique deux choses étroitement liées entre elles. L'une d'elles est la liberté de pratiquer une religion, la diffuser et d'accepter son effort éducatif ; l'autre est la pierre de touche de cette liberté, c'est-à-dire la manière de traiter la minorité religieuse. Le respect de la minorité – ou plus exactement la manière de la traiter – permet de démontrer si la religion est respectée et, avec elle, la liberté religieuse. Telles étaient, dans une grande mesure, les conclusions de ces rencontres.